MASTER 2
Droit des affaires : Parcours Analyse et Pratique du Droit des Affaires

Code diplôme : 135 128 1L

OF UNION
8 boulevard Dubreuil
91400 ORSAY
contact@cfa-union.org/ www.cfa-union.org

SOMMAIRE

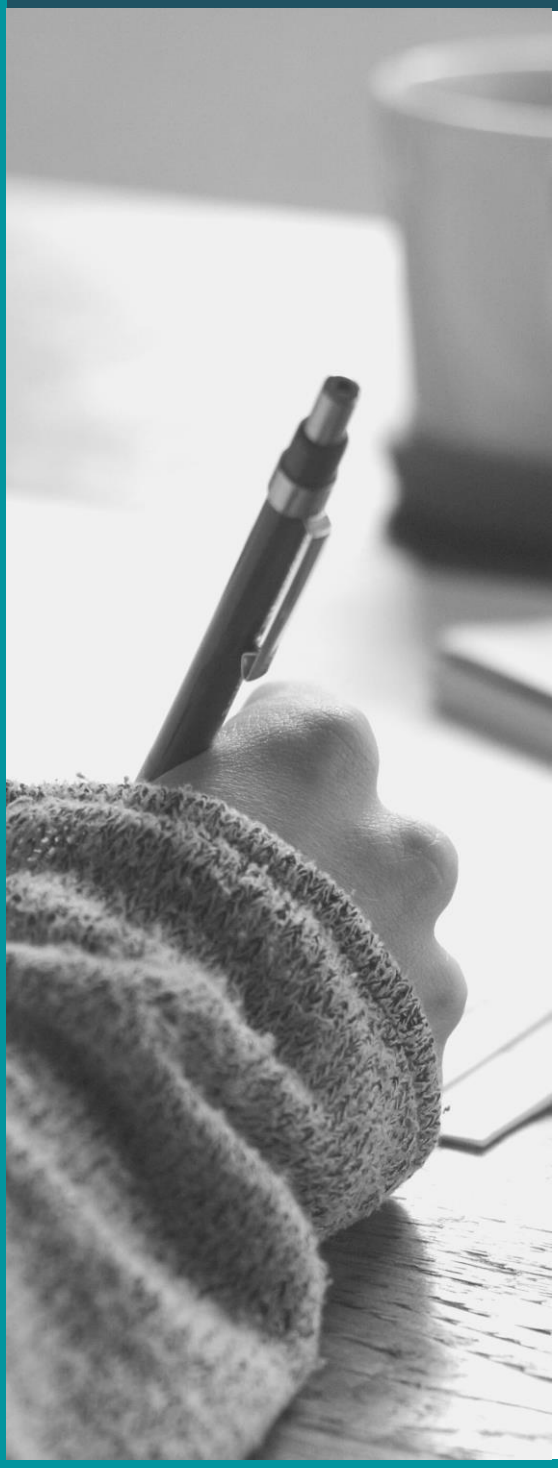
Vos contacts P.1

Les dates clefs de la formation p.2

Présentation du diplôme :

- **Condition d'admission** P.3
- **Objectifs de la formation** P.4
- **Compétences acquises** P.5-6
- **Modalités d'organisation** P.7-8
- **Modalités d'organisation et de sanction du diplôme** P.9
- **Durée de la formation** P.9
- **Le programme** P.10
- **Le calendrier d'alternance** P.11
- **Les moyens humains** P.12
- **Fiche RNCP** P.13-23

VOS CONTACTS



Contacts Pédagogiques

Responsables de la formation : Marine MICHINEAU

marine.michineau@parisnanterre.fr

Secrétariat pédagogique :

Mme BENALI : fbenali@parisnanterre.fr

Lieu de la formation : Université Paris Nanterre

UFR Droit et Science politique

200 avenue de la République - 92000 NANTERRE

Contacts CFA

Conseiller formation :

Aurélie SILVA

Tél : 01.69.15.32.52 / aurelie.silva@cfa-union.org

Service financier :

Hanane AABOU

Tél : 01.69.15.35.24 / hanane.aabou@cfa-union.org

Référent handicap :

Anna TOTH

Tél : 01.69.15.35.12/ anna.toth@cfa-union.org

Adresse postale : CFA UNION

8 boulevard Dubreuil – 91400 ORSAY

DATES CLEFS DE LA FORMATION

- **Recrutement**

La formation est ouverte aux titulaires d'un Master 1 « Droit des affaires » ou d'un diplôme admis par la Commission d'équivalence de l'Université.

- Date de la formation : 04/09/2023 au 06/09/2024
- Réunion d'information destinée aux stagiaires : NC
- Date de la rentrée universitaire 04/09/2023

Présentation du diplôme

- **Conditions d'admission :**

La formation est ouverte aux titulaires d'un Master 1 « Droit des affaires » ou d'un diplôme admis par la Commission d'équivalence de l'Université.

- **Objectifs de la formation :**

Le Master 2 « Analyse et pratique du droit des affaires » est destiné à favoriser l'accès au monde du travail, tout en assurant l'acquisition des connaissances fondamentales dans les différentes disciplines du parcours. La pédagogie du Master est ainsi centrée sur l'apprentissage, permettant la confrontation des acquis théoriques du droit des affaires à la pratique de la vie professionnelle (rédaction de clauses, analyse des risques…). Dans le prolongement de cette approche, le mémoire sera le fruit de la rencontre de la théorie avec la pratique. Les questionnements qui y seront déployés s'inspireront des tâches occupées dans la structure d'accueil, alimentées par les réflexions menées au cours de la formation.

- **Les compétences acquises durant la formation :**

- Veiller à la sécurité juridique d'entreprises et en défendre les intérêts

- Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales et locales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence

- Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges intégrant les différentes parties

- Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques

- Prévenir et résoudre des litiges en interprétant les règles de droit

- Respecter et faire respecter les règles de droit, appliquer le droit des affaires

- Défendre les intérêts d'un client ou d'un employeur

- Conseiller sur une question juridique en droit des affaires

- Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises

- Analyser, synthétiser rapidement les problèmes exposés par un client ou un employeur et construire une réponse juridique adaptée

- Rédiger des actes, une synthèse juridique, des conclusions et présenter des rapports de synthèse

- Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention

- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale

- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines

- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines

- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation

- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe

- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif

- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

- Préparation à la certification de l'Autorité des marchés financiers

- **Modalités d'organisation de la formation**

La formation se déroule sur une période d'un an, seul le M2 est en apprentissage

Alternance uniquement en M2, selon les modalités suivantes :

- deux jours par semaine à l'Université et trois dans la structure d'accueil sur la période de septembre à juin ;

- puis à temps plein en entreprise jusqu'en septembre

UE Maîtriser un domaine et ses méthodes - 22,5 crédits

UE Elargir ses connaissances/personnaliser son parcours - 4,5 crédits

UE Développer ses compétences linguistiques - 1,5 crédits

UE S'investir pour son université et dans son projet professionnel - 1,5 crédits

UE Maîtriser un domaine et ses méthodes - 10,5 crédits

UE Conduire un travail personnel mobilisant la recherche/l'expertise OU Se former en milieu professionnel - 16,5 crédits

UE Elargir ses connaissances/personnaliser son parcours - 1,5 crédits

UE Développer ses compétences linguistiques - 1,5 crédits

	Nature	CM	TD	TP	EAD	Crédits
UE Maîtriser un domaine et ses méthodes	UE					22,5
UE Organisation et fonctionnement de l'entreprise	UE					22,5
Droit des groupements	EC	48				4,5
Droit fiscal approfondi	EC	48				4,5
Droit français et européen des entreprises en difficulté	EC	48				4,5
Droit civil appliqué aux affaires	EC	48				4,5
Droit financier approfondi	EC	24				1,5
Droit du numérique appliqué aux affaires	EC	12				1,5
Fiscalité des opérations de haut de bilan	EC	12				1,5
UE Elargir ses connaissances/personnaliser son parcours	UE					4,5
UE Enrichir son parcours professionnel	UE					4,5
Préparation à une certification (AMF, TOEIC)	EC	18				4,5
UE Développer ses compétences linguistiques	UE					1,5
UE Anglais professionnel	UE					1,5
Business Law	EC	18				1,5
UE S'investir pour son université et dans son projet professionnel	UE					1,5
UE Expertise en milieu profesionnel	UE					1,5
Insertion et valorisation des compétences professionnelles	EC	8				1,5

	Nature	CM	TD	TP	EAD	Crédits
UE Maîtriser un domaine et ses méthodes	UE					10,5
UE Ressources et pratiques de l'entreprise	UE					10,5
Droit du financement des groupements	EC	24				1,5
Technique contractuelle de la négociation	EC	24				1,5
Pratique de la rédaction d'actes	EC	24				1,5
Analyse comptable et financière	EC	12				3
Ingénierie contractuelle	EC	12	12			3
UE Conduire un travail personnel mobilisant la recherche/l'expertise OU Se former en milieu professionnel	UE					16,5
UE Conduire un travail personnel	UE					16,5
Rapport d'apprentissage	EC					16,5
UE Elargir ses connaissances/personnaliser son parcours	UE					1,5
UE Enrichir son parcours professionnel	UE					1,5
Préparation à une certification (AMF, TOEIC)	EC	8				1,5
UE Développer ses compétences linguistiques	UE					1,5
UE Anglais professionnel	UE					1,5
Commercial contract Law	EC	12				1,5

- **Modalités d'évaluation et de sanction du diplôme**

Le contrôle des connaissances portera, selon les matières, sur : Une épreuve écrite : il s'agira d'une épreuve qui allie analyse théorique et appréciation pratique.
Il pourra s'agir en particulier, au choix du responsable de l'enseignement et en concertation avec le responsable du parcours, d'un cas pratique (des réponses motivées devront être fournies à une problématique juridique concrète) ou d'une consultation juridique (sur le modèle d'une consultation qu'un avocat pourrait produire à un client) ;
Une épreuve orale : l'apprenti devra répondre, de manière organisée et argumentée, à une ou plusieurs questions d'ordre théorique et/ou pratique.

- **Durée de la formation /an**

483 h /an

Programme simplifié de la formation

Matière	ECTS	Coeff.	Volume horaire
Semestre 9			
Droit des groupements	4,5	6	53
Droit fiscal approfondi	4,5	6	53
Droit français et européen des entreprises en difficulté	4,5	6	53
Droit civil appliqué aux affaires	4,5	6	53
Droit financier approfondi	1,5	4	24
Droit du numérique appliqué aux affaires	1,5	4	12
Fiscalité des opérations de haut de bilan	1,5	4	12
Préparation à une certification (AMF, TOEIC)	4,5	1	18
Insertion et valorisation des compétences professionnelles	1,5	1	10
Business Law	1,5	1	18
Révisions tutorées	0	0	14
Semestre 10			
Droit du financement des groupements	1,5	4	24
Technique contractuelle de la négociation	1,5	4	24
Pratique de la rédaction d'actes	1,5	4	24
Analyse comptable et financière	3	4	12
Ingénierie contractuelle	3	4	12
Rapport d'apprentissage	16,5	6	10
Préparation à une certification (AMF, TOEIC)	1,5	1	10
Commercial Contract Law	1,5	1	12
Séjour pédagogique (visite juridiction/Parlement, conférences	0	0	14
Révisions tutorées	0	0	21
		TOTAL	**483**

Calendrier rentrée 2023 24

| 2023 | | |

Les moyens humains

Equipe pédagogique :

Sur demande

Fiche RNCP

N° de fiche
RNCP38159

Nomenclature du niveau de qualification : Niveau 7
Code(s) NSF :

- 128 : Droit, sciences politiques
- 310 : Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion
- 313 : Finances, banque, assurances, immobilier

Formacode(s) :

- 13261 : Droit affaires
- 41077 : Gestion risque banque assurance
- 13354 : Droit fiscal
- 13253 : Droit propriété intellectuelle
- 41091 : Droit réglementation bancaire

Date d'échéance de l'enregistrement : 31-12-2028

certificateur(s)

Nom légal	SIRET	Nom commercial	Site internet
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	11004401300040		-
UNIVERSITE DE LA REUNION	19974478000016	-	-
UNIVERSITE DE CORSE P PAOLI	19202664900264	-	-
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE	13002806100013	-	-
UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC	19730858800015	-	-
UNIVERSITE COTE D'AZUR	13002566100013	-	-
UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT ETIENNE	19421095100423	-	-
UNIVERSITE DE BORDEAUX	13001835100010	-	-
UNIVERSITE DE RENNES	13003051300019	-	-
UNIVERSITE POLYTECHNIQUE HAUTS-DE-FRANCE (UPHF)	13002574500014	-	-
CY CERGY PARIS UNIVERSITE	13002597600015	-	-
NANTES UNIVERSITE	13002974700016	-	-
UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE	19691775100014	-	-
UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA (UPVD)	19660437500010	-	-
UNIVERSITE DE BESANCON - UNIVERSITE DE	19251215000363	-	-

FRANCHE-COMTE			
UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE	19141408500016	-	-
UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE	13001533200013	-	-
UNIVERSITE PARIS NANTERRE	19921204400010	-	
UNIVERSITE DE LILLE	13002975400012	-	-
UNIVERSITE DE NIMES	13000375900011	-	-
UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	19941111700013	-	-
UNIVERSITE DE LORRAINE	13001550600012	-	-
UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE	19762762300097	-	-
UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE	13003061200019	-	-
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	13002979600013	-	-
UNIVERSITE DE TOULON	19830766200017	-	-
UNIVERSITE PARIS-SACLAY	13002602400054	-	https://www.universite-paris-saclay.fr/
UNIVERSITE DE POITIERS	19860856400375	-	-
UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE	19761904200017	-	-
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	19751717000019	-	-
UNIVERSITE DE STRASBOURG	13000545700010	-	https://www.unistra.fr/
UNIVERSITE PARIS CITE	13002573700011	-	-
UNIVERSITE D'ANGERS	19490970100303	-	-
UNIVERSITE DU LITTORAL COTE D OPALE	19594403800205	-	-
UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN	19692437700282	-	-
UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS	13002995200012	-	-
UNIVERSITE GRENOBLE ALPES	13002608100013	-	-
UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE	19211237300019	-	-

Résumé de la certification

Objectifs et contexte de la certification :

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré. Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.
Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Activités visées :

- Rédaction de notes de synthèse, d'analyses juridiques, de contrats, de jeux de conclusions et de notes en droit des affaires

- Elaboration d'une argumentation en réponse à une question relevant du droit des affaires

- Propositions de solutions adaptées aux besoins d'un client ou d'un employeur dans le champ du droit des affaires

- Conseil des personnes physiques ou morales au plan social, fiscal, procédural et patrimonial

- Conception, mise en œuvre et suivi des procédures garantissant le respect des obligations légales d'une entreprise

- Gestion de la relation contractuelle propre au droit des affaires

- Préparation et suivi des contentieux en droit des affaires

- Veille juridique, évolution de la réglementation et de la jurisprudence en droit des affaires

- Management d'une équipe de juristes spécialisés en droit des affaires

- Surveillance et suivi d'activités pour assurer leur conformité au cadre réglementaire dru droit des affaires

Compétences attestées :

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la règlementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité

- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention

- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information
- Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence
- Analyser la jurisprudence nationale et européenne pour en dégager la portée dans le contexte professionnel
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un dossier afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des entreprises et de leurs dirigeants des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires afin d'éclairer leurs actions
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des affaires
- Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges pour sécuriser l'entreprise
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures pour garantir le respect des obligations légales d'une entreprise
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts

- Concevoir des documents de compréhension et d'analyse en vue d'une aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
- Identifier les questions juridiques soulevées par une situation de fait intéressant la vie de l'entreprise et proposer une solution

- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrats, statuts)
- Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration
- Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend

- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse

- Choisir la forme juridique la plus adaptée
- Déterminer l'organisation optimale de la gouvernance
- Arrêter les clauses statutaires
- Mener l'ensemble des formalités de création
- Promouvoir l'éthique et la conformité au sein de l'entreprise
- Proposer les solutions fiscales et sociales adaptées à l'évolution de l'entreprise
- Suivre juridiquement les besoins de financement de l'entreprise
- Proposer les regroupements et/ou filialisations nécessaires
- Accompagner juridiquement le développement international de l'entreprise
- Accompagner l'entreprise dans le cadre de la prévention et du traitement de ses difficultés
- Conseiller le dirigeant d'entreprise
- Envisager la transmission à cause de mort de l'entreprise
- Accompagner la cession entre vifs à titre gratuit ou onéreux
- Accompagner la restructuration de l'entreprise en difficulté

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Modalités d'évaluation :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés. Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS).
Pour l'obtention du grade de Master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits ECTS au-delà du grade de licence.

blocs de compétences

RNCP38159BC01 - Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en

- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation	fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC03 - Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC05 - Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit des affaires

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information - Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence - Analyser la jurisprudence nationale et européenne pour en dégager la portée dans le contexte professionnel - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un dossier afin d'en analyser la teneur et d'y répondre - Concevoir, à destination des entreprises et de leurs dirigeants des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires afin d'éclairer leurs actions - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des affaires - Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC06 - Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité en mobilisant les dispositions et outils du droit des affaires

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts - Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques - Proposer des stratégies juridiques	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

pour l'entité - Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges pour sécuriser l'entreprise - Concevoir et mettre en œuvre des procédures pour garantir le respect des obligations légales d'une entreprise - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité - Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts	

RNCP38159BC07 - Fournir un appui juridique à la prise de décision en mobilisant le raisonnement juridique en droit des affaires

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Concevoir des documents de compréhension et d'analyse en vue d'une aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires - Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options) - Identifier les questions juridiques soulevées par une situation de fait intéressant la vie de l'entreprise et proposer une solution	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC08 - Négocier et rédiger des actes juridiques en droit des affaires

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties - Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité - Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité - Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrats, statuts) - Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC09 - Gérer un contentieux en appliquant le droit des affaires

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige - Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend - Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité - Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC10 - Créer une entreprise et accompagner son fonctionnement, son développement, sa transmission, sa restructuration

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Choisir la forme juridique la plus adaptée - Déterminer l'organisation	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

optimale de la gouvernance - Arrêter les clauses statutaires - Mener l'ensemble des formalités de création - Promouvoir l'éthique et la conformité au sein de l'entreprise - Proposer les solutions fiscales et sociales adaptées à l'évolution de l'entreprise - Suivre juridiquement les besoins de financement de l'entreprise - Proposer les regroupements et/ou filialisations nécessaires - Accompagner juridiquement le développement international de l'entreprise - Accompagner l'entreprise dans le cadre de la prévention et du traitement de ses difficultés - Conseiller le dirigeant d'entreprise - Envisager la transmission à cause de mort de l'entreprise - Accompagner la cession entre vifs à titre gratuit ou onéreux - Accompagner la restructuration de l'entreprise en difficulté	

Description des modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par correspondance :

Les modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par équivalence sont définies par chaque certificateur accrédité qui met en œuvre les dispositifs qu'il juge adaptés. Ces modalités peuvent être modulées en fonction du chemin d'accès à la certification.

secteur d'activité et type d'emploi

Secteurs d’activités :

69.10.12 Services de conseil et représentation juridique, en droit des affaires et droit commercial

69.20.31 Services de conseil fiscal aux entreprises

69.10.15 Services juridiques en matière de brevets, droits d'auteurs et autres droits de propriété intellectuelle

66.19 : Autres services auxiliaires aux services financiers

69.10.17 Services d'arbitrage et de conciliation

70.22.11 Services de conseil en gestion stratégique

70.22.13 Services de conseil pour l'organisation de canaux de commercialisation (y compris les franchises)

82.91Z Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle

Type d'emplois accessibles :

- Juriste d’entreprise généraliste ou spécialisé
- Juriste de banque, d’assurance ou de finance
- Juriste en cabinet d’expertise ou en cabinet d’avocats d’affaires
- Juriste en cabinet d’audit et d’expertise-comptable
- Conseil en fusion/acquisitions
- Conseil aux startup
- Conseiller juridique et fiscal
- Conseiller fiscal et financier
- Chargé de clientèle banques et assurances
- Contract manager
- Responsable juridique des systèmes d’information et de la propriété intellectuelle
- Juriste dans une autorité administrative indépendante (AMF ; ACPR ; AFA…) ou une organisation semi-publique
- Conseil en gestion de patrimoine
- Conseil en prévention des difficultés des entreprises
- Conseil en propriété industrielle
- Compliance officer
- Délégué à la protection des données (DPO)
- Juriste dans un cabinet de diagnostic d’entreprise
- Risk manager

Après réussite à un concours ou obtention d’un examen ou d’un certificat complémentaire :
- Avocat
- Mandataire judiciaire des entreprises

Code(s) ROME :

- M1402 - Conseil en organisation et management d''entreprise
- M1205 - Direction administrative et financière
- K1902 - Collaboration juridique
- K1903 - Défense et conseil juridique
- H1102 - Management et ingénierie d''affaires

Références juridiques des règlementations d'activité :

Voies d'accès

Le cas échant, prérequis à l'entrée en formation :

Le cas échant, prérequis à la validation de la certification :

Pré-requis disctincts pour les blocs de compétences :

Non

Validité des composantes acquises :

Voie d'accès à la certification	Oui	Non	Composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignements-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participants à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignants
En contrat d'apprentissage	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignements-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participants à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignants
Après un parcours de formation continue	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignements-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participants à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignants
En contrat de professionnalisation	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignements-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participants à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignants
Par candidature individuelle		X	-

Par expérience	X		Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

	Oui	Non
Inscrite au cadre de la Nouvelle Calédonie		X
Inscrite au cadre de la Polynésie française		X

Liens avec d'autres certifications professionnelles, certifications ou habilitations

Aucune correspondance

Base légale

Référence au(x) texte(s) règlementaire(s) instaurant la certification :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	Code de l'éducation et notamment les articles L611-1 à L612-1-1, L612-5 à L612-6-1, D612-33 à D612-36-4, L613-1, D613-1, D613-6 et D613-7 Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master modifié Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master modifié Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master modifié

Référence des arrêtés et décisions publiés au Journal Officiel ou au Bulletin Officiel (enregistrement au RNCP, création diplôme, accréditation…) :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE, arrêté du : 30/06/2021
-	UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE POITIERS, arrêté du : 21/07/2022
-	UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3, arrêté du : 20/07/2022
-	UNIVERSITÉ PARIS-PANTHÉON-ASSAS, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE - PARIS 10, arrêté du : 08/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL - PARIS 12, arrêté du : 09/06/2021
-	UNIVERSITÉ DE LILLE, arrêté du : 20/07/2020
-	UNIVERSITÉ DE TOULON, arrêté du : 10/01/2023
-	UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, arrêté du : 19/07/2022
-	UNIVERSITÉ POLYTECHNIQUE HAUTS-DE-FRANCE, arrêté du : 20/07/2020

-	UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, arrêté du : 13/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE, arrêté du : 05/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION, arrêté du : 04/07/2023
-	UNIVERSITÉ DU HAVRE, arrêté du : 05/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE BESANÇON - FRANCHE-COMTÉ, arrêté du : 19/10/2022
-	UNIVERSITÉ DE CORSE - PASCAL PAOLI, arrêté du : 09/07/2023
-	UNIVERSITÉ DE NÎMES, arrêté du : 26/05/2021
-	UNIVERSITÉ DE RENNES, arrêté du : 06/07/2022
-	UNIVERSITÉ PANTHÉON SORBONNE - PARIS 1, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ JEAN MONNET - SAINT ETIENNE, arrêté du : 21/09/2022
-	UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR, arrêté du : 13/07/2023
-	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, arrêté du : 13/07/2021
-	NANTES UNIVERSITÉ, arrêté du : 12/07/2022
-	UNIVERSITÉ PARIS CITÉ, arrêté du : 01/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN VIA DOMITIA, arrêté du : 08/06/2021
-	UNIVERSITÉ DE DIJON - BOURGOGNE, arrêté du : 12/09/2022
-	CY CERGY PARIS UNIVERSITE, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE LORRAINE, arrêté du : 05/07/2021
-	UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES, arrêté du : 02/06/2021
-	UNIVERSITÉ TOULOUSE CAPITOLE, arrêté du : 15/07/2021
-	UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE, arrêté du : 20/07/2020
-	UNIVERSITÉ DE ROUEN-NORMANDIE, arrêté du : 27/06/2022
-	UNIVERSITÉ LUMIÈRE - LYON 2, arrêté du : 20/07/2022
-	UNIVERSITÉ D'ANGERS, arrêté du : 20/07/2022
-	UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC - CHAMBÉRY, arrêté du : 31/05/2021
Date de publication de la fiche	23-10-2023
Date de début des parcours certifiants	01-01-2024
Date d'échéance de l'enregistrement	31-12-2028
Date de dernière délivrance possible de la certification	31-12-2031

Pour plus d'informations

Statistiques :

Lien internet vers le descriptif de la certification :

https://www.cyu.fr/

https://www.univ-nantes.fr/

https://www.uca.fr/

https://univ-cotedazur.fr/

https://www.univ-amu.fr/

https://www.univ-angers.fr/

https://www.univ-fcomte.fr/

https://www.u-bordeaux.fr/

https://www.unicaen.fr/

https://www.universita.corsica/fr/

https://www.u-bourgogne.fr/

https://www.univ-reunion.fr/

https://www.univ-lille.fr/

https://www.univ-lorraine.fr/

https://www.umontpellier.fr/

https://www.unimes.fr/

https://www.univ-perp.fr/

https://www.univ-poitiers.fr/

https://www.univ-rouen.fr/

https://www.unistra.fr/

https://www.univ-tln.fr/

https://www.univ-lehavre.fr/

https://www.univ-littoral.fr/

https://www.univ-grenoble-alpes.fr/

https://www.univ-st-etienne.fr/

https://www.univ-lyon3.fr/

https://www.univ-lyon2.fr/

https://www.pantheonsorbonne.fr/

https://u-paris.fr/

https://www.parisnanterre.fr/

https://www.u-pec.fr/

http://www.assas-universite.fr/

https://www.universite-paris-saclay.fr/

https://www.uphf.fr/

https://www.univ-rennes.fr/

https://www.univ-smb.fr/

https://www.ut-capitole.fr/

Le certificateur n'habilite aucun organisme préparant à la certification

Certification(s) antérieure(s) :

N° de la fiche	Intitulé de la certification remplacée
RNCP34127	MASTER - Droit des affaires (fiche nationale)

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation :

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation